

**RÉUNION DU COMITÉ DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE
POUR AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES**
République dominicaine, 9-10 mai 2014

DÉCLARATION

Original: espagnol

Les membres du Comité de l'Internationale Socialiste pour Amérique Latine et les Caraïbes ont ouvert et conclu une réunion les 9 et 10 mai 2014 en République dominicaine, tout en reconnaissant, à l'occasion du seizième anniversaire de sa mort, l'immense contribution au socialisme démocrate du Dr José Francisco Peña Gómez, figure de proue historique du Parti révolutionnaire dominicain (PRD) et de l'Internationale Socialiste, qui constitue encore aujourd'hui un point de référence pour nos combats.

Le Comité exprime son plein appui aux dirigeants du PRD et à leurs efforts visant à renforcer le parti sur le plan institutionnel, à maintenir le respect pour ses statuts et à œuvrer en faveur de l'unité fraternelle de tous ses courants internes, dans l'esprit de conciliation et de responsabilité de leur éternel chef de file, le bien-aimé José Francisco Peña Gómez.

Après deux jours de sessions, le Comité présente en conclusion cette Déclaration portant sur les trois questions fondamentales ayant constitué les thèmes des discussions intenses par ses membres, à savoir : (i) bâtir une économie caractérisée par la croissance, l'égalité et le progrès social pour tous ; (ii) consolider et approfondir la démocratie : les défis nouveaux et constants ; et (iii) le retour de la politique : le rôle fondamental des partis politiques.

I. Bâtir une économie caractérisée par la croissance, l'égalité et le progrès social pour tous

Au cours des trois dernières décennies, la région Amérique Latine et Caraïbes est parvenue à dynamiser la croissance économique, à réduire la pauvreté et à diffuser la démocratie. Néanmoins, cette croissance n'a pas été suffisante pour éliminer la pauvreté structurelle dans nos pays, qui constitue une menace pour la pérennité de nos démocraties.

Nous convenons que pour lutter efficacement contre la pauvreté, nous avons besoin d'une éducation de qualité, d'enseignants et de technologies de premier plan, d'emplois de qualité et d'opportunités d'entrepreneuriat productif, d'un système de santé inclusif, que les citoyens aient accès à des logements décents, dotés d'un approvisionnement adéquat en eau propre, électricité et installations sanitaires. Aujourd'hui, les États doivent lutter contre les inégalités, la discrimination, l'exclusion et la marginalisation. L'inclusion, la justice sociale, l'égalité, la parité des sexes et l'égalité des chances sont donc essentielles. Seule une véritable justice sociale nous permettra de développer la citoyenneté et de garantir qu'il n'y ait pas de citoyens de seconde zone dans nos sociétés. L'égalité est la garantie d'une pleine citoyenneté, de la gouvernance et de la paix sociale.

Pour sortir de la pauvreté, nous avons besoin de leaders compétents et éthiques, et cela exige de lutter sans répit contre la corruption, le trafic de narcotiques et le crime organisé. La pleine citoyenneté exige de garantir le droit fondamental des citoyens à la sécurité.

Nous devons redéfinir l'État de Droit Social et Démocratique. Il est nécessaire d'abandonner la notion que l'État Social signifie un grand État et que l'État Libéral implique un État *a minima*. Il ne s'agit pas de bâtir un grand État ou un État plus petit, mais de consolider un État qui est plus efficace, qui est garant, régulateur et facilitateur. Un État qui, s'appuyant sur des partenariats public-privé, développe et gère de grandes infrastructures et des services publics essentiels de qualité et qui sont accessibles à tous.

Il est nécessaire de bâtir un État qui encourage la participation du secteur privé au développement, qui ne prend des initiatives commerciales que dans les cas où il existe des insuffisances, mais qui n'abandonne jamais ses obligations de réguler l'économie et de garantir les prestations sociales et des services publics de qualité pour les plus démunis, que ces services soient assurés par l'État, le secteur privé ou le secteur tertiaire. Seul un État qui se focalise sur ses obligations publiques essentielles disposera des ressources nécessaires pour assurer sa fonction d'État Social, et pourra se porter garant des droits de tous.

II. Consolider et approfondir la démocratie : les défis nouveaux et constants.

Pour pouvoir être consolidée et pour éviter le retour de l'autoritarisme, la démocratie électorale dont nous jouissons aujourd'hui exige de meilleures institutions. Une démocratie sans État de Droit, sans institutions solides, sans garantie des droits fondamentaux de tous, devient une « democradura », une démocratie sans pratiques démocratiques, qui est le phénomène caractérisant certains autoritarismes actuels légitimés par les urnes.

Par conséquent, la réforme de l'État doit garantir que celui-ci soit plus démocratique et représentatif, plus inclusif, participatif et décentralisé ; un État qui se rapproche de ses citoyens, qui garantit la participation et la représentation sociale véritable. Nous avons besoin de réformes qui assurent la transparence de la gestion publique et qui garantissent l'intégrité des administrateurs de nos biens collectifs. La réforme de l'État que nous proposons est, par conséquent, bien plus qu'un processus administratif : il s'agit d'une redistribution dynamique du pouvoir et du transfert de celui-ci des représentants aux citoyens.

Le nouveau défi est pour l'État de devenir plus démocratique, décentralisé et participatif. Nous avons donc besoin de pouvoirs exécutifs qui ne sont pas hérités des anciens systèmes autocrates ou « *caudillismo* », mais qui sont à l'avant-garde d'une nouvelle démocratie.

Un chapitre particulier de ces réformes est l'égalité de la participation des femmes. Tant que nous n'aurons pas obtenu l'égalité entre les hommes et les femmes, il n'y aura pas de démocratie effective ni de développement humain complet dans notre région.

III. Pour le retour de la politique : le rôle fondamental des partis politiques

Face à l'émergence de nouveaux acteurs sociaux et des nouvelles dimensions de la société civile, nous devons repenser le rôle des partis politiques en tant qu'articulateurs de la volonté populaire. Il est

nécessaire d'établir un paradigme de développement, découlant d'une nouvelle interaction entre les organisations de la société civile et les partis politiques.

Nous avons besoin de partis qui respectent la discipline et les structures institutionnelles, et qui stimulent les débats créatifs et la formation. Dans le monde d'aujourd'hui, nous devons mettre en pratique une combinaison des principes et des valeurs qui représentent la démocratie sociale et les opportunités offertes par les nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Les partis politiques ne sont pas aujourd'hui les seuls moyens d'action politique pour des citoyens qui sont connectés, informés et avertis : il y a de nouveaux citoyens, et nous avons donc besoin de partis qui sont adéquats pour ces temps nouveaux.

Et cet objectif exige de meilleurs cadres dirigeants. C'est pourquoi nous devons consacrer plus de temps, de ressources et d'énergie à la formation intellectuelle et politique de nos jeunes. Seul cet investissement dans notre jeunesse nous permettra d'avoir des partis politiques qui seront capables de mener à bien les réformes fondamentales qui ne peuvent attendre dans nos États et nos sociétés.

Enfin, les nouvelles formes d'autoritarisme se perpétuent avec l'utilisation des ressources de l'État dans les processus électoraux. Il est par conséquent d'une importance capitale que nous ayons des régimes électoraux et des systèmes de partis politiques qui garantissent l'équité et l'égalité des chances lors des consultations électorales et donc, l'alternance démocratique du pouvoir.
